



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.

— PARAÎT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 06 JUIN 2015

N° 1134

PRIX 1 €

EDITORIAL

Chômage, contrôle des chômeurs. Qui sont les vrais fraudeurs ?

Le nombre de chômeurs en Guadeloupe et en en Martinique est en très légère diminution ce mois ci (0,1%). Il n'empêche que le chômage dans ces îles oscille en permanence entre 20 et 25%. A l'échelle de la France, DOM compris, et toutes catégories confondues, le nombre de chômeurs est de 5 645 000. Sur un an ce nombre est en hausse de 7,1%, soit 171 100 chômeurs de plus. Non seulement les milliards d'euros versés aux patrons pour embaucher ne servent aucunement la réduction du chômage mais en plus on s'en prend aux chômeurs eux mêmes ! A défaut d'inverser la courbe du chômage on inverse les responsabilités. Les vrais fraudeurs sont les patrons qui empochent l'argent public sans embaucher, ce ne sont pas les travailleurs.

Le gouvernement dément avoir pour objectif à travers de nouveaux contrôles du chômage de radier massivement des demandeurs d'emploi. On peut en douter. Hollande a pour objectif affiché de faire diminuer la courbe du chômage et ces contrôles visent à flatter tous ceux qui accusent les chômeurs de fraude. Toutes les études démontrent que le taux de fraude est infinitésimal parmi les demandeurs d'emploi (2% des chômeurs) et nettement plus important chez les patrons (plus de 20%). Tout comme le gouvernement Sarkozy, Hollande et Rebsamen veulent faire passer les chômeurs pour des fainéants et des fraudeurs qui profitent du système. A force d'entendre tous les médias répéter depuis une trentaine d'années, que les chômeurs ne recherchent pas de travail, certains travailleurs, à commencer par certains conseillers de Pôle emploi, finissent par croire ces inepties. Les chômeurs, de victimes de licenciements ou de recherche infructueuse pour obtenir une première expérience professionnelle, deviennent responsables et coupables de leur situation. Les gouvernements, tant de gauche que de droite, cherchent en réalité à satisfaire le patronat et à diviser les travailleurs. Le gouvernement Hollande se montre deux fois plus pressé que celui de Sarkozy pour répondre aux desideratas du MEDEF et des patrons en général. Ces contrôles seront inefficaces à double titre : ils ne permettront pas de diminuer les chiffres du chômage qui ne baisseront pas durablement par des radiations. Les entreprises continuent de licencier même quand elles engrangent des profits ! Deuxièmement, ces contrôles ne constitueront pas non plus une aide à la recherche d'emploi pour les chômeurs. Pour faire passer cette mesure inadmissible, Pôle emploi prétend qu'il ne va pas radier les demandeurs d'emploi mais que le contrôle a pour but d'effectuer un accompagnement de ceux qui sont contrôlés. Vaste fumisterie car il n'y a pas assez de conseillers pour assurer un vrai accompagnement des demandeurs d'emploi.

Pour trouver un emploi aux chômeurs contrôlés, il faudrait plutôt faire pression sur les patrons pour les obliger à embaucher. Les chômeurs n'ont aucune raison de croire que Pôle emploi va effectuer cette pression. Il leur appartient de s'organiser avec les salariés qui sont en poste pour imposer des embauches dans toutes les entreprises.

Oui, la lutte collective pour imposer de réelles mesures contre le chômage est la seule solution. Cette lutte, en imposant la répartition du travail entre tous, sans diminution de salaire, en imposant la réalisation de grands travaux utiles à la population dans sa vie quotidienne, changerait nettement le cours des choses. Il ne faut attendre aucune mesure bénéfique pour les chômeurs et les travailleurs venant des gouvernements de gauche et de droite. Ces derniers sont les exécutants des volontés de la bourgeoisie. Ils ne seront sensibles qu'à la force : celle des millions de travailleurs et de chômeurs, organisés contre eux pour les faire plier et embaucher des millions d'hommes et de femmes, de jeunes, de plus vieux, en un temps record. C'est possible.

FIFA : Corruption, malversations, blanchiment d'argent... et pire

L'affaire qui secoue la FIFA (Fédération Internationale de Football Association) ces dernières semaines n'a vraiment de quoi étonner personne. En parallèle au talent des joueurs et au plaisir que leur évolution sur le terrain peut provoquer chez les spectateurs, le sport populaire qu'est le football se double d'une affaire de gros sous. Mais là, il s'agit d'une affaire, dont l'importance retient l'attention. Quatorze élus de la FIFA, actuels et anciens, dont 7 de ses dirigeants actuels ainsi que 5 de ses partenaires commerciaux sont accusés de « racket, virements frauduleux, blanchiment d'argent, évasion fiscale, échec à remplir un dossier sur ses comptes à l'étranger ». Cette bonne affaire durerait ainsi depuis 25 ans, sans que personne jusqu'ici ne s'en soit inquiété. Son montant global s'élèverait à au moins 150 millions de dollars en pots de vin, rétro commissions et échange de droits TV et marketing pour des tournois internationaux.

C'est la justice américaine qui a levé le lièvre, après une enquête de plusieurs années en collaboration avec le FBI. Les 7 responsables arrêtés sont en attente d'extradition vers les USA. Le point de départ de l'enquête a concerné les comptes de la CONCACAF (Confédération d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et



Sepp Blatter

des Caraïbes) et les déclarations fiscales de son ancien Secrétaire général Chuck Blazer. Elle a débouché sur un examen des comptes de la FIFA, et la mise à jour des ses multiples sociétés-écran, comptes cachés dans des paradis fiscaux, échanges d'enveloppes d'argent liquide, achats de propriétés...

Le président de la FIFA, le suisse Joseph Blatter, surnommé Sepp, vient d'être réélu après avoir exercé ses fonctions depuis 1998. Il se défend fermement d'avoir été au courant de ces crapuleries lucratives, en ces termes « je ne peux pas surveiller tout le monde tout le temps ». Il n'est pour l'instant accusé d'aucune malversation. Il laisse entendre que la mise au jour de ces pratiques coïnciderait volontairement avec l'élection, les USA sponsorisant son rival le prince Ali Bin Hussein de Jordanie, qui s'est retiré au second tour. La Fédération française et son

dirigeant Michel Platini demandaient aussi la démission de Blatter. Ce dernier a par contre le soutien sans faille des pays africains et asiatiques. Les intérêts qui se jouent dans ces soutiens et ces oppositions sont d'autres méandres de ce labyrinthe financier. Que Blatter n'ait pas été d'une façon ou d'une autre au courant serait

surprenant, à moins que comme ces singes asiatiques, il n'ait les mains à la fois sur les yeux, les oreilles et surtout la bouche. Mais que cela ne porte en aucune façon préjudice à sa réélection ne surprend pas non plus, car une affaire aussi lucrative que le football a forcément des retombées sur une assez large assiette de dirigeants, et pourquoi changer un chef d'équipe qui rapporte ? L'affaire de la FIFA est une petite tempête organisée par les médias, dans un monde capitaliste pourrissant dont les fondements financiers sont faits de montages encore plus complexes et opaques que ceux dont sont accusés les dirigeants de la FIFA, et cela impunément et avec le soutien des États.

DH : Sepp Blatter a finalement démissionné 48 heures après sa réélection, vraisemblablement sous la pression du FBI américain.

Martinique

Les pompiers dans la rue !

Le 29 mai, les pompiers ont défilé hier dans les rues de Fort-de-France pour la deuxième fois en quatre jours. Une de leur principale revendication est l'attribution d'un nouveau local pour l'entretien du parc automobile du SDIS (service départemental d'incendie et de secours). Ils dénoncent l'état d'insalubrité du local actuel, situé au bassin de Radoub, à Fort-de-France. Ceux qui y travaillent se sont engagés dans un mouvement de grève le 26 mai. Un militant de la CGTM-Pompiers a déclaré :

« Cela fait 10 ans que l'on réclame cela sans être entendus. La chaleur, la poussière, le manque de sécurité : les conditions de travail sont intolérables ».

Un de ses collègues d'ajouter : « Il nous manque encore l'outillage adéquat pour travailler. On n'a pas de bac de graisse, le compresseur fait un bruit infernal, la robinetterie n'a pas d'eau potable... ».

Le directeur du SDIS lui-même, le colonel S. Montgéné, déclarait à France-Antilles, en février 2015 : « Le SDIS

Martinique a trente ans de retard ». Ça ne l'a pas empêché de répondre à côté des revendications des grévistes.

« La seule annonce qui nous a été faite concerne un budget supplémentaire pour un atelier mobile », a indiqué un responsable de la CGTM Pompiers. « Rien, en revanche, sur un nouveau local ». Pas plus sur « la remise à niveau des secours en Martinique ».

Le travail a repris à l'atelier le 1^{er} juin, mais il faudra que les pompiers continuent à se faire entendre !

Mais que fait le rectorat contre le harcèlement sexuel dans les établissements scolaires ?

Le 13 avril, les jeunes du journal contestataire *Rebelle !* ont publié un tract pour dénoncer le harcèlement sexuel que subissent les lycéennes du lycée agricole de Convenance, à Baie-Mahault, de la part de certains adultes exerçant dans l'établissement. Reprise par les médias locaux, l'affaire a eu un certain retentissement. Ce n'est pas la première fois que ce journal dénonce les comportements déplacés de certains des adultes chargés de l'éducation des jeunes. Il s'agit de professeurs, de surveillants, de CPE, voire de chefs d'établissement, qui abusent de leur pouvoir pour tenter d'obtenir des faveurs sexuelles des jeunes filles placées sous leur autorité. Si certains se contentent de regards insistants, d'autres ont les mains baladeuses, ou pire. Certains des harceleurs profitent de leur position pour proposer clairement des relations sexuelles aux lycéennes qui leur plaisent. Quant aux remarques déplacées sur la morphologie des jeunes filles, elles sont quotidiennes.

Impunité

Ces comportements sont malheureusement très répandus. Rares sont les jeunes filles qui n'ont pas subi ce harcèlement sexuel, sous une forme ou sous une autre, au cours de leur scolarité. Les adultes harceleurs agissent en effet en toute impunité. Ils font

pression sur leurs victimes en faisant du chantage sur les notes ou les décisions d'orientation, et en sanctionnant celles qui résistent. Lorsqu'une jeune fille demande de l'aide à un responsable, on lui fait comprendre qu'on ne peut rien y faire, et que ce n'est pas si grave, quand on ne l'accuse pas d'avoir elle-même « provoqué » son harceleur. La manière dont « l'affaire Convenance » a été traitée est révélatrice. Le proviseur du lycée a bien réagi, il a immédiatement alerté sa hiérarchie, et les autorités, qui ont fini par ouvrir une enquête presque 3 semaines après le signalement, le 2 mai. Des lycéennes, élèves d'un des professeurs mises en cause, ont été convoquées à la gendarmerie de Baie-Mahault pour être entendues. Le surlendemain, elles avaient cours avec ce même professeur, qui a pour habitude de répéter aux élèves qu'il a tout pouvoir sur leur résultat à l'examen ! Personne n'a voulu prendre la décision de suspendre l'enseignant, au moins pendant la durée de l'enquête.

Un signalement suffit

Le prétexte, répété en boucle, c'est l'absence de plainte déposée par les jeunes victimes ou par leurs parents. Mais quelle lycéenne oserait porter plainte dans un tel contexte ? La loi prévoit justement, pour protéger les victimes, qu'un simple signalement suffit pour

permettre aux autorités d'agir. Quant au recteur, il a prétexté un emploi du temps trop chargé pour pouvoir recevoir rapidement les jeunes rédacteurs de *Rebelle !*. C'est dire l'importance qu'il accorde à la souffrance des jeunes filles harcelées... Au mois de mai, le journal *Rebelle !* a publié d'autres témoignages de jeunes filles victimes de harcèlement sexuel par des adultes, notamment au lycée du Lamentin. C'est peut-être ce qui a poussé la direction du rectorat à répondre enfin aux demandes de rencontre envoyées par les jeunes de *Rebelle !*. Ils ont été reçus le 2 juin par la directrice de cabinet et l'adjoint du recteur. Mais cette rencontre a été bien décevante. Après avoir prétendu qu'ils ne sont pas vraiment au courant, ils ont déclaré que ce problème du harcèlement sexuel les préoccupe, pour conclure en affirmant : « les choses suivent leur cours ». Au passage, ils ont indiqué que les jeunes filles harcelées devraient s'adresser aux assistantes sociales, et non aux chefs d'établissement, contredisant les déclarations d'une autre responsable du rectorat dans le *France Antilles* du 9 mai ! La lenteur du rectorat à réagir sur cette question, les déclarations contradictoires et embarrassées des responsables, montrent leur réticence à affronter sérieusement ce problème.

La FIFA, une entreprise à l'image du système



Travailleurs népalais au Qatar

La FIFA, officiellement Fédération internationale de football, est une organisation politique et commerciale fondée en 1904. À l'origine, elle a été dirigée en alternance par des représentants des puissances coloniales de l'époque, français et anglais. En 1934, peu avant la seconde guerre mondiale, la FIFA a attribué l'organisation de la coupe du monde de football à l'Italie, dirigée alors par Mussolini. Ce dernier n'a pas manqué d'utiliser cette gratification comme un soutien au fascisme.

En 1958, en pleine guerre pour l'indépendance de l'Algérie, l'équipe nationale algérienne qui venait de se constituer a été interdite de compétition.

Encore un soutien politique au colonialisme !

En 1978, le Mondial s'est déroulé en Argentine, malgré le mouvement de boycott appelé par plusieurs pays. L'Argentine était alors en proie à une dictature militaire et dirigée par des généraux tortionnaires. Cette accumulation de choix orientés ne doit rien au hasard : la FIFA dès l'origine a choisi son camp, celui du colonialisme et de la dictature.

En 2014, la coupe du monde s'est déroulée au Brésil. Dès 2013, des manifestations ont éclaté et ce jusqu'à l'ouverture en 2014, pour dénoncer la corruption et les dépenses excessives liées à l'organisation, alors que dans le pays la misère fait des ravages. Les manifestants ont dû affronter la

répression, les arrestations et les charges policières.

Ce Mondial a rapporté à la FIFA 5 milliards d'euros. Les entreprises impliquées se sont aussi servies largement.

La construction du stade Maracana à Rio par exemple, dont le budget prévu était de 288 millions, s'est soldée par un coût final de 430 millions, suggérant fortement des détournements de fonds.

En 2018, le Mondial aura lieu en Russie, pays dont le gouvernement s'apparente à une dictature, et où l'organisation des jeux olympiques a déjà pesé très lourd sur la population.

La Coupe du Monde 2022 a été attribuée au Qatar. La place des pots de vins dans ce choix est plus que probable. Le Qatar a certes de quoi arroser largement les décideurs.

Par contre les travailleurs qui construisent les infrastructures, des ouvriers immigrés pour la plupart népalais, sont de véritables esclaves qui risquent leur vie pour un salaire misérable, dans des conditions révoltantes. Le début des opérations a déjà fait plus de 1200 morts, à cause des conditions de travail épouvantables, sans aucune sécurité.

L'embarras du Parti communiste martiniquais (PCM)

Dans le cadre de la campagne en vue de l'élection des représentants de la toute nouvelle Collectivité territoriale de la Martinique, la CTM, en décembre 2015, Georges Érichot, secrétaire général du PCM, a donné la position de son parti dans le journal *France Antilles* du 26 mai 2015.

Le journaliste chercha à mettre en évidence la contradiction entre la ligne du PCM et celle de deux de ses « alliés » au sein de la coalition GRAN SANBLÉ.

En effet, alors que le journaliste pointait la position inconfortable du PCM dans cette coalition, G.Érichot se justifia en reconnaissant à ses composantes le label « anticolonialistes » et « anticapitalistes ».

« Le RDM (rassemblement démocratique martiniquais) et le MIM (Mouvement indépendantiste martiniquais), sont-ils des partis anticapitalistes ? Vous n'avez pas entendu Alfred Marie-Jeanne lancer un appel aux capitalistes martiniquais pour le développement de la Collectivité unique ? L'appel d'Alfred Marie-Jeanne ne vous a donc pas dérangé ? » demanda le journaliste qui paraissait surpris des réponses de G.Érichot.

En fait, il y a bien longtemps que le PCM n'a de « communiste » que le nom. Il y a bien longtemps qu'il a abandonné le terrain de la

lutte des classes, le terrain du communisme, pour aller sur celui du nationalisme, en reprenant des slogans et mots d'ordre appelant à la défense de « la production martiniquaise », de « l'économie martiniquaise », du « peuple martiniquais », ou encore « la responsabilité martiniquaise ». Ce sont là des notions qui appellent les travailleurs à mettre de côté leurs propres revendications pour faire bloc avec leurs exploiters pour le supposé développement du « pays Martinique ». En définitive, à consolider le pouvoir et la place des patrons martiniquais et autres au détriment des travailleurs.

Les dirigeants du PCM, ne sont en fait que les supplétifs de Marie-Jeanne et des autres dirigeants nationalistes du GRAN SANBLÉ.

Leur mission, dans cette coalition, est de semer les illusions parmi les travailleurs en laissant croire à ces derniers que la seule présence au sein du GRAN SANBLÉ est une garantie.

Au contraire, les travailleurs doivent se détourner de la voie que proposent les dirigeants du PCM et construire un véritable parti communiste dont la mission sera la défense exclusive de leurs intérêts.

Et pas ceux de leurs exploiters !

Congrès du PS local : ils sont au pouvoir mais qu'est-ce que cela change ?

La Fédération guadeloupéenne du Parti socialiste a tenu son congrès samedi 30 mai au vélodrome de Gourdeliane à Baie Mahault. Il s'est tenu avant le congrès national qui aura lieu sous peu.

Mais, comme d'habitude, face au chômage endémique et aux problèmes quotidiens que connaît la population, aucune politique volontariste, aucune mesure énergique n'ont été proposées. Oh il y a bien eu des résolutions comme celle sur « l'égalité réelle », slogan devenu à la mode chez les socialistes depuis quelque temps. Il s'agirait de la culture, du transport, de l'eau, des déchets, du logement.

En effet ce sont là de vraies préoccupations de la population connues depuis des lustres par les socialistes mais qui n'ont toujours pas de solutions. Certains de ces problèmes empirent, comme celui de l'eau par exemple. Pourtant c'est ce parti qui est aujourd'hui au pouvoir avec

Hollande. Mais aucune solution aux problèmes de la population ne viendra de lui, tout simplement parce que sa politique est de réduire les fonds destinés au règlement des problèmes quotidiens au profit des patrons des riches qui, eux, reçoivent des milliards. Et ces derniers n'embauchent pas pour autant.

Les chiffres du chômage sont éloquentes : 5 645 600 chômeurs, Hexagone plus Outre-mer toutes catégories confondues.

Par contre, un sujet a semblé intéresser bien plus les notables du PS : la future élection du nouveau premier secrétaire, après la démission de Max Mathiasin. Les candidatures sont nombreuses, mais cette élection interne aura lieu le 11 juin. En attendant, les tractations et marchandages iront bon train dans ce parti de notables dont le seul but est de faire carrière et de soigner leurs intérêts personnels.

L'envol de Mathiasin n'aura pas été bien haut

Max Mathiasin a démissionné de son poste de premier secrétaire de la Fédération guadeloupéenne du parti socialiste. Lors de sa conférence de presse pour annoncer sa décision, il a parlé de mésentente avec le patron des socialistes de Guadeloupe, Victorin Lurel, l'accusant de n'en faire qu'à sa tête et de ne pas l'avoir soutenu lors de diverses élections. Bref on en a pas appris plus et on ne sait toujours pas vraiment pourquoi Mathiasin a démissionné. Il est vrai que

l'ambition personnelle de Mathiasin a été mise à mal. Sa progression dans l'échiquier politique des notables n'est pas concluante puisqu'il a été battu aux élections législatives, municipales, départementales. Il est classique en effet, dans ces cas là, de trouver un bouc émissaire, responsable de l'échec. Mais il est possible que Lurel ait choisi de miser sur des seconds couteaux plus porteurs pour lui et son équipe. Ainsi va la petite vie politicienne.

Le Medef pour la retraite à 67 ans

Nous publions ci-dessous un article du journal Lutte Ouvrière

Mercredi 27 mai s’est tenue une réunion entre les syndicats et les organisations patronales (Medef, CGPME et UPA) pour discuter des difficultés des caisses de retraite complémentaire Agirc et Arrco. Le Medef y est venu avec des propositions provocantes, avec des mesures qui sont toutes des attaques en règle contre les futurs retraités. Ainsi le Medef demande que les retraites ne soient plus indexées sur l’inflation officielle. C’est déjà ce qui se fait depuis près de deux ans, la revalorisation ayant été inférieure d’un point à l’inflation depuis 2013. Mais il demande plus, en proposant 1,5 point de moins que l’inflation. Autre proposition : le Medef veut que les salariés ne partent à la retraite qu’à 67 ans, cinq ans de plus que les 62 ans qui sont l’âge légal actuel depuis Sarkozy, mesure sur laquelle Hollande n’est pas revenu. Des décotes très élevées s’appliqueraient pour tous ceux qui voudraient partir plus tôt, par exemple 22 % pour ceux qui demanderaient à partir comme aujourd’hui à 62 ans ! Des décotes temporaires encore plus élevées (40 % à 62 ans) seraient appliquées dans des cas particuliers, comme les carrières

longues, la pénibilité, l’amiante, les travailleurs handicapés. Autre attaque contre les salariés, la pension de réversion des veufs et des veuves ne serait plus versée qu’à partir de 60 ans au lieu de 55 ans aujourd’hui.

Avec toutes ces attaques, le Medef annonce pouvoir faire 2,3 milliards d’économies dès 2017 et 17,1 milliards d’économies en 2040 pour diminuer le déficit de l’Agirc et de l’Arrco. Les remèdes du Medef sont simples, c’est toujours aux salariés de payer. Ils travailleront plus longtemps, pour toucher encore moins de la part des caisses complémentaires. Par contre il n’est pas question d’envisager que le patronat augmente ses cotisations, et encore moins qu’il embauche. Car finalement, si les caisses de retraite sont en difficulté aujourd’hui, c’est tout simplement parce que le chômage entraîne de moins en moins de cotisations. Mais le Medef n’y pense même pas. Il sait qu’il aura du côté du gouvernement une oreille complaisante et il demande qu’on fasse encore plus les poches des salariés, tout en continuant à encaisser les milliards que Hollande et Valls lui accordent sous prétexte de favoriser la compétitivité !

Guadeloupe

Écho de Pôle Emploi

GREVE A L'APPEL DE LA CGTG POUR LE SECRETAIRE DU CHSCT

Près de 25 collègues ont répondu à l’appel à la grève de la CGTG ce mardi 12 mai en dépit du fait que l’UGTG n’a pas relayé cet appel. Il existe un fort mécontentement des collègues vis-à-vis de la direction et de nos conditions de travail de plus en plus difficiles. Il ne tient qu’à nous de le faire savoir à la direction plus massivement dans les jours et semaines à venir !

MOBILISATION DEVANT LE TRIBUNAL EN SOUTIEN A CHIPAN

Une vingtaine de militants étaient présents au tribunal ce mardi 12 en soutien au secrétaire du CHSCT Moïse Chipan. L’affaire a été renvoyée au 26 mai pour permettre à l’avocat du CHSCT de répliquer aux conclusions de la direction. Le 26, il nous faudra de nouveau être mobilisés pour montrer aux juges notre soutien à notre collègue et faire

reculer la direction de Pôle emploi !

JACQUES-GUSTAVE BOURREAU !

Pour faire cesser toute tentative de soutien au secrétaire du CHSCT Chipan, le DR menace de supprimer un jour de salaire aux agents qui se sont rendus à Lomba le 30 avril. La preuve que comme tous ses semblables il n’a peur que d’une seule chose : la mobilisation consciente du plus grand nombre !

BASSERES EGAL A LUI-MEME : UNE BASSESSE DE PLUS !

En réponse à la lettre ouverte de l’UGTG envoyée au DG, celui-ci affiche son mépris habituel pour les agents. Il réitère toute sa confiance au DR de Guadeloupe. Il fallait s’y attendre. Ce sont ses décisions et celles du gouvernement qui pourrissent nos conditions de travail et notre santé. Préparons la seule réponse qu’il mérite : la lutte collective.

Écho de Jarry

EDF Jarry : les salariés ont fait leur choix, malgré les manœuvres de la direction

La semaine dernière, lors des élections professionnelles, les travailleurs ont choisi à la majorité des militants combattifs pour les représenter. La direction n’avait pourtant pas ménagé ses efforts pour éviter ça ! Si elle pouvait être aussi énergique quand il s’agit de régler les problèmes...

Générale des Eaux : une direction sans cerveau ?

Au mois d’avril, des travailleurs ont protesté contre la réorganisation des équipes après le départ de 120 ouvriers transférés au SIAEAG.

La direction continue à faire n’importe quoi avec les nouvelles équipes. Par exemple, pour

l’astreinte (les réparations d’urgences), elle a choisi des travailleurs qui ne pourront pas effectuer cette mission à cause de leurs problèmes de santé. On se demande vraiment à quoi servent ces chefs.

Générale des Eaux : transferts ? Ou licenciements déguisés ?

En un an, la direction a transféré près de la moitié des effectifs vers la CASBT et le SIAEAG.

Son prétexte : le SIAEAG lui devait soi-disant de l’argent. En réalité, Véolia, la multinationale qui possède la Générale des Eaux, avait décidé de supprimer 1500 postes en France.

Grâce à ces suppressions, Véolia a fait 246 millions d’euros de profits en 2014.

Hôpitaux de Paris : Mobilisations contre le projet de Martin Hirsch

Les hôpitaux de Paris sont en effervescence.

En cause : un projet de «réorganisation du temps de travail» du directeur général Martin Hirsch.

Sous couvert de «réorganisation», ce qui est visé, c’est de faire des économies sur le dos du personnel hospitalier. L’objectif, pour les hôpitaux du pays, et pas seulement sur Paris, est de récupérer trois milliards d’euros en trois ans.

A Paris, ce sont surtout les RTT qui sont dans le collimateur, ces jours de repos qui compensent un temps de travail resté supérieur aux 35 heures par semaine prévus par la loi. Comme, du fait du manque d’effectifs, il est très difficile de prendre effectivement ces jours de repos, ceux-ci s’accumulent sur les comptes «épargne-temps» du personnel, où ils représentaient, selon la direction, 74,7 millions d’euros fin 2014. Celle-ci vise donc la réduction des plages horaires journalières qui permettrait de diminuer les RTT. Mais les travailleurs ne peuvent que craindre, avec cette réorganisation du temps de travail, une réduction des RTT qui ne font que compenser – quand on arrive à les prendre – le rythme de travail qui s’accélère. Et, en revanche, ils peuvent s’attendre à devoir dépasser les nouvelles plages horaires ou à devoir assurer les mêmes tâches en moins de temps. Alors le projet de la

direction leur reste en travers de la gorge !

D’autant que Martin Hirsch n’est pas avare d’autres menaces, à peine voilées.

Inspiré par la politique générale du gouvernement qui veut qu’au cours des trois prochaines années les hôpitaux du pays suppriment 22 000 postes, il fait un chantage à l’emploi. Il prétend que les économies réalisées permettraient de sauver 4000 emplois dans les années à venir. Comme si chacun devait choisir entre sacrifier ses repos ou son emploi.

Hirsch a aussi fait calculer qu’en 2014 si la journée de la Fête des mères avait été supprimée, l’AP-HP (Assistance Publique – Hôpitaux de Paris) aurait économisé 161 postes de travail, ou que 16 postes auraient été écono-misés si deux journées de RTT étaient enlevées à ceux qui prennent des congés bonifiés pour aller en vacances dans leur famille outre-mer, etc.

Pour protester contre le projet, les principaux syndicats de l’AP-HP ont appelé à une première journée de grève et de manifestation, jeudi 21 mai. Pour la préparer, des assemblées générales, de quelques dizaines à quelques centaines de travailleurs se sont tenues dans les hôpitaux suivants : à la Pitié-Salpêtrière, à Tenon, à Trousseau, à Saint-Antoine...

La revendication du retrait du plan y a été votée car celui-ci n’est pas négociable.

La journée du 21 a été un succès, il y a eu 40 % à 60 % de grévistes, selon les endroits.

Turquie : la grève a payé

Pendant 13 jours, jusqu’au 27 mai, les 5 700 ouvriers de Renault Bursa en Turquie ont fait grève et occupé leur usine pour exiger des augmentations de salaire équivalentes à celles récemment obtenues par leurs collègues turcs de l’équipementier Bosch, afin de compenser une inflation de plus de 20 % par an. Ils voulaient aussi la liberté de choisir leur syndicat. La contagion gagnait d’autres usines de la métallurgie, dont Fiat et Ford, et d’autres régions.

Même si le travail avait repris avant la Pentecôte chez les concurrents de Renault après la signature d’accords d’augmentation de salaires, la poursuite de la grève Renault était vue d’un mauvais œil par les autorités à la veille des élections législatives du 7 juin. La direction de Renault-Bursa a cédé une prime d’un mois de salaire ; une seconde prime annuelle de près d’un tiers de mois ; une augmentation prochaine ; aucune sanction

Plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés devant le siège de la direction générale, avenue Victoria, au centre de Paris.

Encouragés par les slogans scandés par la foule des manifestants, notamment «*Ni amendable, ni négociable, retrait du plan Hirsch*», des militants qui se sont succédés au micro ont insisté dans ce sens. Les responsables syndicaux continuaient en même temps leurs discussions au deuxième étage avec la direction.

L’appel à une nouvelle journée pour jeudi 28 mai ayant été lancé et acclamé lors du rassemblement devant le siège, et concrétisé le lendemain dans certains hôpitaux, l’intersyndicale centrale l’a repris. Et le 28 mai, ce sont encore plusieurs milliers de manifestants qui se sont rassemblés en fin de matinée devant le siège, avant de défiler en direction du ministère de la Santé, aux cris de :

«*Martin démission !*», «*Martin arrête ton baratin*», «*Martin, c’est certain, on en n’a plus besoin*».

Les camps sont bien délimités, la ministre de la Santé Marisol Touraine a assuré à plusieurs reprises que la direction de l’AP-HP avait sa confiance pour négocier, les travailleurs hospitaliers ont montré qu’eux, n’avaient aucune confiance, ni dans la direction, ni dans ses soutiens gouvernementaux.

Le plan Hirsch n’est ni négociable, ni amendable et si la mobilisation continue et s’amplifie, les travailleurs peuvent en obtenir le retrait complet.

consécutive à la grève ; les 13 jours de grève payés ; la reconnaissance officielle comme interlocuteurs des délégués choisis par les grévistes et le droit de choisir son syndicat. «*Nous espérons que cet accord permettra de tourner la page d’une période qui a jeté le trouble sur tout le secteur automobile en Turquie*», a déclaré le constructeur.

Trouble du côté patronal, mais victoire du côté des travailleurs !

Burundi : Nkurunziza s’accroche au pouvoir

Depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé qu’il sera candidat à un 3^{ème} mandat et que le parlement a accepté, les manifestants opposés à sa candidature ne quittent pas les rues de Bujumbura, la capitale du Burundi. La répression a déjà fait plus d’une centaine de morts depuis la fin du mois d’avril. L’armée entraînée et conseillée par des militaires français tire à balles réelles sur les manifestants. Pour la population, le président sortant a déjà effectué deux mandats comme l’autorise la constitution, et ça suffit. Nkurunziza et sa clique au pouvoir estiment qu’il a été élu une seule fois par la population en 2010. En 2005 c’était le parlement qui l’avait

élu. Une façon bien originale de lire cette constitution. La révolte ne faiblit pas malgré la répression. Le Burundi, deuxième pays le plus pauvre du monde, s’enfonce dans l’instabilité. Les élections ont été reportées. Situé dans la région des Grands Lacs au centre de l’Afrique, le Burundi est un pays essentiellement agricole. Mais il a 233 kms de frontière avec la République Démocratique du Congo (RDC) et en particulier avec une région ayant un sous sol qui regorge de métaux et de pierres précieuses. De plus cette partie de l’Afrique est peuplée de Tutsis et d’Hutus que Belges et Français ont dressés les uns contre les autres pour dominer

et mieux exploiter la région. 85% des Burundais sont Hutus, les autres sont Tutsis. De 1993 à 2005 les conflits entre les deux ethnies ont fait 300 000 victimes. Les Hutus et Tutsis peuplent également les pays voisins : Rwanda et RDC. Un embrasement du Burundi est un risque de guerre dans toute la région. Mais les grandes puissances comme la France, la Belgique et les USA soutiennent des potentats comme Nkurunziza, qui attisent la rivalité entre les deux ethnies, dans l’espoir de faire main basse sur les mines de la RDC. En attendant, c’est la population pauvre du Burundi qui reçoit les balles des militaires armés par la France.

